

MARCHES PUBLICS DE PRESTATIONS INTELLECTUELLES

○ ○ ○ ○ ○ ○ ○ ○ ○ ○

MARCHE N°2025RTPN2085

○ ○ ○ ○ ○ ○ ○ ○ ○ ○

**EXECUTION GRAPHIQUE ET MISE EN PAGE DU MAGAZINE
DE LA CCI DE MAINE ET LOIRE**

○ ○ ○ ○ ○ ○ ○ ○ ○ ○

Procédure adaptée

Articles L2123-1 et R2123-1 du Code de la Commande publique

**Cahier des Clauses Particulières
(C.C.P.)**

SOMMAIRE

ARTICLE 1 : OBJET DE LA CONSULTATION - DISPOSITIONS GENERALES	4
1.1 - OBJET DU MARCHE	4
1.2 - DECOMPOSITION EN TRANCHES ET LOTS	5
1.3 - DUREE DU MARCHE	5
1.4 PROCEDURE- TECHNIQUE D'ACHAT	5
ARTICLE 2 : PIECES CONTRACTUELLES DU MARCHE	5
ARTICLE 3 : CONDITIONS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	6
ARTICLE 4 : PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	6
4.1 – SECRET PROFESSIONNEL	6
4.2 – OBLIGATIONS GENERALES DU TITULAIRE	7
4.3 – DUREE DE CONSERVATION ET SORT DES DONNEES PERSONNELLES	8
4.4 – DROIT D'INFORMATION DES PERSONNES CONCERNEES	8
4.5 – EXERCICE DES DROITS DES PERSONNES CONCERNEES	8
4.6- DELEGUE A LA PROTECTION DES DONNEES	9
ARTICLE 5 : AVANCE	9
5.1 - CONDITIONS DE VERSEMENT ET DE REMBOURSEMENT	9
5.2 - GARANTIES FINANCIERES DE L'AVANCE	9
ARTICLE 6 : EXECUTION FINANCIERE	9
6.1 - CARACTERISTIQUES DES PRIX PRATIQUES	9
6.2 – MODALITES DE VARIATIONS DES PRIX	9
ARTICLE 7 : MODALITES DE REGLEMENT DES COMPTES	10
7.1 - ACOMPTES ET PAIEMENTS PARTIELS DEFINITIFS	10
7.2 - PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENTS	10
7.3 – DELAI GLOBAL DE PAIEMENT	11
ARTICLE 8 : ASSURANCES	11
ARTICLE 9 : RESILIATION DU MARCHE	11
ARTICLE 10 : DROIT ET LANGUE	12
ARTICLE 11 : PENALITES	12
11.1 PENALITE POUR MANQUEMENT DANS L'EXECUTION DU MARCHE	12
11.2 PENALITE DE RETARD	12
11.3 PENALITE POUR VIOLATION DES OBLIGATIONS DE CONFIDENTIALITE	12
11.4 PENALITE POUR TRAVAIL DISSIMULE	13
11.5 PENALITE POUR ABSENCE INEXCUSEE A REUNION	13
11.6 PENALITES POUR NON-RESPECT DES CONDITIONS D'EXECUTION	13

ARTICLE 12 : DEROGATIONS AU CCAG **13**

**ARTICLE 13 : EXECUTION GRAPHIQUE, MISE EN PAGE ET MISE EN ŒUVRE DE LA
REALISATION DU MAGAZINE : CONTENU ET MODALITES D'EXECUTION DE LA MISSION**

13

13.1 - CONTENU DE LA MISSION **13**

13.2 - MODALITES D'EXECUTION **14**

13.3 - DROIT DE LA PROPRIETE LITTERAIRE ET ARTISTIQUE **15**

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

Article 1 : Objet de la consultation - Dispositions générales

1.1 - Objet du marché

Le présent marché a pour objet l'exécution graphique et la mise en page du magazine de la CCI de Maine et Loire, à partir d'une maquette déjà existante. Les caractéristiques du magazine sont les suivantes :

Périodicité : 4 numéros/an (février, mai, septembre et novembre)

Tirage : 23 500 exemplaires par numéro

Format fermé : 21 x 29,7 cm (recto-verso)

Nombre de pages : 52 (pages intérieures) + 4 (couverture)

Impression : quadrichromie intégrale

Papier : pages intérieures 115g et couverture 90g

Façonnage : 2 piqûres à cheval

A titre indicatif, 23 000 exemplaires sont routés nominativement auprès de la totalité des entreprises inscrites au registre du commerce et des sociétés (RCS) de Maine et Loire et auprès des collectivités locales.

Les 500 restants sont adressés à la CCI.

L'intégralité du magazine *Anjou Eco* sera mise en ligne sur le site :

<https://www.paysdelaloire.cci.fr/maine-et-loire/anjou-eco>

Le magazine Anjou Eco s'articule autour des rubriques suivantes :

Mise en page standard :

Editorial/Sommaire

- L'invité
- 5 pages thématiques (formation, international, transmission d'entreprise, éco-durable, transition numérique/industrie du futur)
- 6 portraits d'entreprises "Regard" (une page par portrait)
- Enquête : 3 à 4 par numéro (de 2 à 4 pages chacune)
- Tendance : 3 pages
- Fil d'actualité : 6 à 9 pages

Mise en page originale :

- Couverture

Mise en page exceptionnelle : 2 à 6 pages

- En cours d'exécution du marché, il peut être demandé une mise en page particulière pour des dossiers stratégiques (ex : élections consulaires, bilan de mandature), incluse dans les 56 pages. **Cette prestation devra être réalisée sans supplément tarifaire.**

Rédactionnel : 3/4 de la revue (entre 42 et 48 pages)

Publicité : 1/4 de la revue (entre 8 et 14 pages)

Les caractéristiques des prestations figurent aux articles 13, 14, 15 et 16 du présent document.

1.2 - Décomposition en tranches et lots

Le présent marché n'est pas alloti, conformément à l'article L2113-11-2° du code de la commande publique. En effet, la dévolution en lots séparés risque de rendre techniquement difficile et financièrement plus coûteuse l'exécution des prestations.

Par ailleurs, le marché ne prévoit pas de tranche.

1.3 - Durée du marché

Le marché commencera à la date d'émission du premier bon de commande relatif à la publication du mois de février 2026

Reconduction du marché :

Le marché est conclu pour une durée initiale de 1 an à compter du début d'exécution des prestations. Il est tacitement reconductible 2 fois.

La reconduction est considérée comme acceptée si aucune décision écrite contraire n'est prise par le pouvoir adjudicateur au moins 4 mois avant la fin de la durée de validité du marché.

Un dernier bon de commande pourra être émis jusqu'à la date de fin du marché pour une durée ne pouvant pas excéder 6 mois.

1.4 Procédure- technique d'achat

Le marché est passé en procédure adaptée, en application des articles R2161-2 à R2161-5 du code de la commande publique.

Il s'agit d'un marché ordinaire.

Article 2 : Pièces contractuelles du marché

Les pièces contractuelles du marché sont les suivantes et, en cas de contradiction entre leurs stipulations, prévalent dans l'ordre de priorité ci-après :

Pièces Particulières :

- L'acte d'engagement (AE) et son annexe :
 - Bordereau des prix unitaires (BPU)
- Le présent cahier des clauses particulières (CCP)
- Le cahier des clauses administratives générales (CCAG) applicables aux marchés publics de prestations intellectuelles, approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021
- L'offre technique du titulaire (cadre de réponse)

Article 3 : Conditions d'exécution des prestations

Les prestations devront être conformes aux stipulations du marché (les normes et spécifications techniques applicables étant celles en vigueur à la date du marché).

Adresse d'exécution :

L'exécution des prestations aura lieu à l'adresse suivante :

Chambre de Commerce et d'Industrie de Maine et Loire
Direction Marketing/Communication
8 bd du Roi René - CS 60686 - 49006 ANGERS.

Article 4 : Protection des données à caractère personnel

Le 25 mai 2018, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données (dit « règlement général sur la protection des données » - RGPD) est entré en application.

Ce règlement, à l'instar de la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, est applicable aux contrats de la commande publique dès lors que ces derniers comprennent une prestation mettant en œuvre un traitement de données à caractère personnel.

Constitue une donnée à caractère personnel (article 4.1 du RGPD) « toute information se rapportant à une personne physique identifiée ou identifiable (dénommée dans le RGPD « personne concernée ») ; est réputée être une « personne physique identifiable » une personne physique qui peut être identifiée, directement ou indirectement, notamment par référence à un identifiant, tel qu'un nom, un numéro d'identification, des données de localisation, un identifiant en ligne, ou à un ou plusieurs éléments spécifiques propres à son identité physique, physiologique, génétique, psychique, économique, culturelle ou sociale ».

Un traitement est, quant à lui, « toute opération ou tout ensemble d'opérations effectuées ou non à l'aide de procédés automatisés et appliquées à des données ou des ensembles de données à caractère personnel, telles que la collecte, l'enregistrement, l'organisation, la structuration, la conservation, l'adaptation ou la modification, l'extraction, la consultation, l'utilisation, la communication par transmission, la diffusion ou toute autre forme de mise à disposition, le rapprochement ou l'interconnexion, la limitation, l'effacement ou la destruction » (article 4.2 du RGPD).

Le Titulaire a conclu avec la CCI de Maine et Loire le marché cité ci-dessus (ci-après le « Marché ») impliquant le Traitement des Données à caractère personnel de la CCI de Maine et Loire justifiant le présent avenant.

4.1 – Secret professionnel

Le Titulaire est tenu au secret professionnel pour tout ce qui a trait aux renseignements et documents qu'il a pu recueillir à l'occasion des prestations.

Le Titulaire s'engage à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, en particulier, le règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 applicable à compter du 25 mai 2018, détaillé à l'article 17.2 du présent CCP et la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés. Le manquement à ces obligations constitue une faute de la part du Titulaire, de nature à entraîner la résiliation pour faute.

Le Titulaire qui, soit avant la notification du marché, soit au cours de son exécution, a reçu communication, à titre confidentiel, de renseignements, documents ou objets quelconques, est tenu de maintenir confidentielle cette communication. Ces renseignements, documents ou objets ne peuvent, sans autorisation, être communiqués à d'autres personnes que celles qui ont qualité pour en connaître.

L'ensemble des documents et données communiqué au titulaire dans le cadre de la prestation ne doit faire l'objet d'aucune divulgation et doit être soit détruit soit remis à la CCI de Maine et Loire à l'issue du marché. Les informations collectées et saisies sont la propriété de la CCI de Maine et Loire et ne doivent faire l'objet d'aucune divulgation.

Toutes les mesures permettant de préserver la sécurité des informations, en particulier d'empêcher qu'elles ne soient déformées, endommagées ou communiquées à des tiers non autorisés, sont prises par le titulaire qui s'engage à ce que son personnel soit informé de ces obligations et connaisse les sanctions prévues à la loi précitée.

L'ensemble des clauses de sécurité et de confidentialité des données mentionnées dans cet article sont directement applicables à tout sous-traitant auquel le titulaire pourrait faire appel dans l'accomplissement de ses travaux pour la CCI de Maine et Loire.

Le Titulaire du marché, qui veut en sous-traiter une partie, doit expressément en informer le pouvoir adjudicateur qui est libre d'accepter chaque sous-traitant et d'agréer ses conditions de paiement.

La CCI de Maine et Loire s'engage à faciliter les conditions d'exécution des prestations. Le Titulaire s'engage à exécuter celles-ci avec la discrétion conforme aux usages de la profession.

4.2 – Obligations générales du Titulaire

Le Titulaire s'engage à :

- Traiter exclusivement les données personnelles nécessaires à la réalisation des prestations, objet du présent marché.
- Garantir la confidentialité des données personnelles et notamment ne prendre aucune copie des documents et/ou supports d'informations qui lui seraient confiés, à l'exception des copies nécessaires pour les besoins de l'exécution des missions, objets du présent marché, ne pas utiliser les documents et informations traités à des fins autres que celles spécifiées au présent marché; ne pas divulguer ces documents ou informations à d'autres personnes, qu'il s'agisse de personnes privées ou publiques, physiques ou morales ;et rendre toutes mesures permettant d'éviter toute utilisation détournée ou frauduleuse des fichiers informatiques ou données transmises en cours d'exécution du marché public.
- Veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données personnelles :

- Reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel ;
- S'engagent à respecter la confidentialité des données personnelles ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité.
- Respecter l'ensemble de ses obligations découlant des dispositions légales et réglementaires, et notamment à :
 - Prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données à caractère personnel dès la conception, et de protection par défaut des données à caractère personnel ; en garantissant que seules les données nécessaires à la finalité du traitement au regard de la quantité de données collectées, de l'étendue du traitement, de la durée de conservation et du nombre de personnes qui y a accès.
 - Mettre en œuvre les mesures techniques et organisationnelles garantissant un niveau de sécurité adapté au risque ; notamment si les données sont échangées par le biais d'un site internet, garantir que le site est sécurisé, si les données sont échangées par mail ou envoi de fichiers garantir une sécurité des échanges ;
 - Tenir par écrit un registre des catégories d'activités des traitements ; ce registre précise notamment : le nom et les coordonnées du Responsable de traitement pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants ultérieurs et, le cas échéant, du délégué à la protection des données (DPO) du Responsable de traitement; les catégories de traitements effectués pour le compte du Responsable du traitement ; le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du RGPD, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;
 - Mettre à la disposition de la CCI de Maine et Loire la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations ;
 - Notifier à l'autorité de contrôle compétente (la CNIL) toute violation de données personnelles et informer la CCI de Maine et Loire dans un délai de 48 heures maximum toute violation de données à caractère personnel

4.3 – Durée de conservation et sort des données personnelles

Le Titulaire est autorisé à conserver les données personnelles pendant toute la durée du présent marché. Au terme du présent marché, quelle qu'en soit la cause, le Titulaire s'engage à détruire toutes les données personnelles.

4.4 – Droit d'information des personnes concernées

Le Titulaire s'engage à fournir aux personnes concernées par les traitements, au moment de la collecte des données personnelles, l'information relative aux traitements effectués.

4.5 – Exercice des droits des personnes concernées

Le Titulaire s'engage à aider la CCI de Maine et Loire à s'acquitter de son obligation de donner suite aux demandes d'exercice des droits des personnes concernées qu'il s'agisse du droit d'accès, de rectification, d'effacement et d'opposition, droit à la limitation des traitements, droit à la portabilité des données, droit de ne pas faire l'objet d'une décision individuelle automatisée y compris de profilage.

Si les personnes concernées formulent auprès du Titulaire de telles demandes d'exercice de leurs droits, le Titulaire s'engage à donner suite à ces demandes, conformément aux dispositions légales et réglementaires en vigueur et à en informer la CCI de Maine et Loire.

4.6- Délégué à la protection des données

Le Titulaire s'engage à communiquer à la CCI de Maine et Loire dès la signature du marché/ de l'avenant le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en désigne un conformément à l'article 37 du règlement européen sur la protection des données, ou, à défaut, l'identité et les coordonnées d'un point de contact dédié à ces questions ; et à défaut le contact sera considéré comme le représentant légal du titulaire.

Article 5 : Avance

5.1 - Conditions de versement et de remboursement

Une avance est accordée au titulaire, sauf indication contraire dans l'acte d'engagement, lorsque le montant initial du marché est supérieur à 50 000 €.HT et dans la mesure où le délai d'exécution est supérieur à 2 mois.

Le montant de l'avance est fixé à 5,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché si sa durée est inférieure ou égale à douze mois ; si cette durée est supérieure à douze mois, l'avance est égale à 5,00 % d'une somme égale à douze fois le montant mentionné ci-dessus divisé par cette durée exprimée en mois.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65,00 % du montant initial du marché. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80,00 % du montant initial, toutes taxes comprises, du marché.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

Nota : Dès lors que le titulaire remplit les conditions pour bénéficier d'une avance, une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions (taux de l'avance et conditions de versement et de remboursement ...) que celles applicables au titulaire du marché.

5.2 - Garanties financières de l'avance

Sans objet.

Article 6 : Exécution financière

6.1 - Caractéristiques des prix pratiqués

Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées par application des prix unitaires du Bordereau des Prix Unitaires (BPU).

6.2 – Modalités de variations des prix

Les prix du marché sont réputés établis sur la base des conditions économiques du mois qui précède celui de la date limite de réception des offres ; ce mois est appelé « mois zéro ».

Les prix sont révisés annuellement par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par la ou les formules suivantes :

$$Cn = 15 + 85(I_n/I_0)$$

Selon les dispositions suivantes :

- Cn : coefficient de révision.
- I₀ : valeur de l'index de référence au mois zéro.
- I_n : valeur de l'index de référence au mois n.

Le mois « n » retenu pour chaque révision sera le mois précédent celui au cours duquel commence la nouvelle période d'application de la formule. Les prix ainsi révisés seront invariables pendant cette période.

Les index de référence I, publié(s) au Moniteur des Travaux Publics ou par l'INSEE, est l'indice suivant : **Indices des prix de production des services français aux entreprises françaises (BtoB) – CPF 74.10 – Services de design spécialisés** - Prix de base – Base 2021 – Données trimestrielles brutes – Identifiant 010766825

Aucune révision provisoire sera effectuée.

Article 7 : Modalités de règlement des comptes

7.1 - Acomptes et paiements partiels définitifs

Les acomptes seront versés au titulaire dans les conditions de l'article 11.2 du CCAG PI.

7.2 - Présentation des demandes de paiements

Dans le cadre de la modernisation de l'action publique et dans un souci d'amélioration du délai de traitement des factures, la CCI s'engage pour la dématérialisation du traitement de ses factures.

A cette fin, une solution informatique gratuite et sécurisée, Chorus Portail Pro https://chorus-portail-pro.finances.gouv.fr/chorus_portail_pro/ sera mise à votre disposition afin de transmettre vos factures sous forme dématérialisée. Cette solution remplace l'outil Chorus Factures utilisé par les fournisseurs de l'État depuis 2012.

Pour ce faire, vos factures dématérialisées devront comporter les informations suivantes :

- Le numéro de SIRET, qui identifiera [nom de la structure] en tant que destinataire de la facture,
- Le code service qui permettra de distinguer les différents services d'une même structure – facultatif,
- Le numéro d'engagement que vous trouverez sur le bon de commande – facultatif,
- N° de marché : 2025RTPF2061

Vous pouvez, pour plus d'information, consulter le site Communauté Chorus Pro, dédié à la préparation à la facturation électronique. Nous restons également à votre disposition pour toute question sur la mise en place de la facturation électronique.

L'ordonnance du 26 juin 2014 définit le calendrier d'obligation de facturation électronique pour les émetteurs de factures à destination de l'Etat, des collectivités territoriales et de leurs établissements publics respectifs :

- 1er janvier 2020 : obligation pour les très petites entreprises (moins de 10 salariés).
- En cas de cotraitance :
 - ◆ En cas de groupement conjoint, chaque membre du groupement perçoit directement les sommes se rapportant à l'exécution de ses propres prestations ;
 - ◆ En cas de groupement solidaire, le paiement est effectué sur un compte unique, ouvert au nom des membres du groupement ou du mandataire sauf stipulation contraire prévue à l'acte d'engagement.

Les autres dispositions relatives à la cotraitance s'appliquent selon l'article 12.1 du CCAG PI.

7.3 – Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s), seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

Article 8 : Assurances

Dans un délai de quinze jours à compter de la notification du marché et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier qu'il est couvert par un contrat d'assurance au titre de la responsabilité civile découlant des articles 1382 à 1384 du Code civil.

Il devra donc fournir une attestation de son assureur justifiant qu'il est à jour de ses cotisations et que sa police contient les garanties en rapport avec l'importance de la prestation.

À tout moment durant l'exécution de la prestation, le titulaire doit être en mesure de produire cette attestation, sur demande du pouvoir adjudicateur et dans un délai de quinze jours à compter de la réception de la demande.

Article 9 : Résiliation du marché

Seules les stipulations du CCAG PI relatives à la résiliation du marché, sont applicables.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général par le pouvoir adjudicateur, le titulaire ne percevra pas d'indemnité.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de faire exécuter par un tiers les prestations aux frais et risques du titulaire.

Article 10 : Droit et Langue

En cas de litige, seul le Tribunal Administratif de Nantes est compétent en la matière.

Tous les documents, inscriptions sur matériel, correspondances, demandes de paiement ou modes d'emploi doivent être entièrement rédigés en langue française. S'ils sont rédigés dans une autre langue, ils doivent être accompagnés d'une traduction en français, certifiée conforme à l'original par un traducteur assermenté.

Article 11 : Pénalités

Par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG PI, le titulaire du marché n'est pas exonéré des pénalités dont le montant total ne dépasse pas 1 000 € pour l'ensemble du marché.

Les pénalités seront directement imputées sur les sommes dues au titre de prestations déjà effectuées si elles n'ont pas été payées ou sur les sommes dues au titre des prestations à venir jusqu'à apurement du solde, sans condition de montant par dérogation à l'article 14.1.3 du CCAG PI.

11.1 Pénalité pour manquement dans l'exécution du marché

En cas de manquement dans l'exécution des prestations, le titulaire du marché encourt, sans mise en demeure préalable, et par dérogation à l'article 14 .1.1 du CCAG PI, une pénalité forfaitaire d'un montant de 100€ HT par constatation.

En cas de difficultés prévisibles dans l'exécution d'une prestation, le titulaire en avertit la CCI de Maine et Loire dans les plus brefs délais par un courrier motivé explicitant de manière détaillée la nature de ces difficultés.

11.2 Pénalité de retard

En cas de retard dans l'exécution des prestations et de non-respect des délais de mise à disposition des livrables, le titulaire du marché encourt, sans mise en demeure préalable, et par dérogation à l'article 14 .1.1 du CCAG PI, une pénalité forfaitaire d'un montant de 100€ HT par jour de retard.

En cas de difficultés prévisibles dans le respect des délais fixés par le marché, le titulaire en avertit la CCI de Maine et Loire dans les plus brefs délais par un courrier motivé explicitant de manière détaillée la nature de ces difficultés.

11.3 Pénalité pour violation des obligations de confidentialité

Les dispositions de l'article 14.2 du CCAG sont applicables.

11.4 Pénalité pour travail dissimulé

Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail (notamment l'article L.8222-6) en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, la CCI de Maine et Loire applique une pénalité correspondant à 10 % du montant TTC du marché.

Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

11.5 Pénalité pour absence inexcusée à réunion

En cas d'absence inexcusée et sans remplacement à une réunion organisée par la CCI de Maine et Loire, le titulaire du lot concerné encourt une pénalité de 80 € HT par absence.

11.6 Pénalités pour non-respect des conditions d'exécution

En cas de non-respect des conditions d'exécution prévues au présent CCP et dans le mémoire technique remis par le titulaire lors du dépôt de son offre, ce dernier encourt une pénalité de 100 € HT par jour et par manquement constaté.

Article 12 : Dérogations au CCAG

Les dérogations aux C.C.A.G. PI explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.P., sont apportées aux articles suivants :

L'article 9 déroge à l'article 42 du CCAG PI.
L'article 11 déroge à l'article 14 du CCAG PI.

Article 13 : Exécution graphique, mise en page et mise en œuvre de la réalisation du magazine : contenu et modalités d'exécution de la mission

13.1 - Contenu de la mission

Pour chaque numéro :

- Conception et mise en page du magazine selon la maquette fournie par le titulaire
- Etablissement du « chemin de fer » à partir du sommaire fourni par la CCI
- Fourniture par l'agence des illustrations photographiques et prises de vues nécessaires. Les illustrations à fournir pour chaque numéro :
 - La couverture
 - Pour les 5 enquêtes (2 à 3 pages) à raison de 2 à 3 photos par enquête ;

- Pour 3 pages thématiques (International, transition numérique, formation) : 1 photo par page maximum mais parfois la CCI peut fournir le visuel en fonction des sujets traités
- Pour la rubrique Invité : traitement graphique à partir d'une photo fournie par la CCI
- Fil d'actualité : traiter en infographies 6 à 7 textes et chiffres fournis par la CCI
- Tout au long du maquetage, l'agence prévoit plusieurs aller/retour et des échanges réguliers avec la CCI pour vérifier les épreuves des textes et photos mis en page pour relecture, modifications demandées par la CCI, contrôle des corrections.
- La CCI peut être amenée à apporter des modifications sur les pages maquetées de dernière minute avant le BAT
- Insertion des fichiers publicitaires fournis par la régie publicitaire dans le magazine (au format pdf)
- Une fois le BAT final validé par la CCI, l'agence fournit à l'imprimeur le fichier du magazine en vue de son impression
- L'agence et la CCI vérifient et valident le BAT imprimeur avant le lancement de l'impression
- L'agence envoie à la CCI le fichier numérique HD pour diffusion

13.2 - Modalités d'exécution

Le titulaire s'engage à fournir le nom et les coordonnées professionnelles de la personne chargée de conduire et de diriger l'exécution des prestations, dans les quinze jours suivant la notification du marché et à l'occasion de tout changement.

- Coordonne l'ensemble des prestataires pour le respect du planning de fabrication : l'agence établit et diffuse aux différents prestataires le planning de chaque numéro en accord avec la CCI ; ce planning comporte également les dates de remise des emplacements publicitaires (avec les informations techniques), et de fourniture des fichiers informatiques dont elle vérifie les formats.
- Définit et réalise la mise en page de la revue à partir du chemin de fer.
- Assure le montage de l'ensemble de la revue, soit 56 pages, composée :
 - d'un volume rédactionnel (articles) fourni par la Chambre équivalent au maximum à 48 pages ;
 - d'encarts publicitaires, fournis par la régie publicitaire, qui devront bénéficier d'une intégration optimale dans l'espace rédactionnel ; le nombre de pages peut évoluer en fonction des contrats conclus ;
 - de la couverture (recherche photographique, composition...)
- Adresse à la CCI les pages maquetées successives pour relecture et corrections, après avoir elle-même procédé à la première relecture de chaque page.
- Contrôle le bon à tirer fourni par l'imprimeur.

L'agence fournit l'intégralité du magazine dans un format numérique facilement téléchargeable (pdf par exemple) sur un site web. Au besoin, elle modifie la mise en page pour permettre un affichage écran optimal.

L'agence fournit les photos, illustrations en format image (png jpg) et le pdf entier de chaque numéro du magazine.

13.3 - Droit de la propriété littéraire et artistique

L'article 35.2.1 du CCAG PI s'applique. S'agissant d'une œuvre collective, la CCI, parce qu'elle a pris l'initiative de l'œuvre, est reconnue titulaire originaire des droits d'auteur et dispose des droits sur la brochure en tant que telle.

Concernant les textes, photos, illustrations, articles complets, le titulaire cède à la CCI de Maine et Loire, à titre exclusif, le droit de les reproduire, de les adapter et/ou de les exploiter sur ses supports éditoriaux (version imprimée, sites internet et réseaux sociaux de la CCI de Maine et Loire,...).